

CONSEIL D'ORIENTATION DES RETRAITES

Séance plénière du 26 octobre 2005 à 9h30

« Projections financières (suite) »

Document N°2

**Document de travail,
n'engage pas le Conseil**

Les projections selon différents scénarios démographiques

A la demande du Conseil, la DREES a effectué six variantes démographiques. Pour la fécondité et la mortalité, une hypothèse plus haute et une hypothèse plus basse que celles du scénario central ont été retenues. Pour les migrations, deux hypothèses plus hautes que celle du scénario central ont été choisies. Dans les variantes réalisées, aucune autre hypothèse que les hypothèses démographiques n'est modifiée par rapport au scénario de base.

1/ Variantes de fécondité

L'indice conjoncturel de fécondité par femme serait de 1,5 enfant par femme selon l'hypothèse de fécondité la plus basse et de 2,1 enfants par femme selon la plus haute (1,8 enfant par femme dans le scénario de base). Selon les dernières données de l'INSEE, issues de la collecte du nouveau recensement effectuée en 2004, cet indice était en moyenne de 1,86 enfant entre 1999 et 2003, ce qui marquait une progression par rapport aux années précédentes (1,72 enfant par femme)¹. Ces évolutions renforcent l'intérêt du scénario de fécondité le plus favorable. Il sera le seul examiné ici mais les trois scénarios seront examinés pour le rapport.

La variante de fécondité a un effet sur la population active 20 ans plus tard environ, au début des années 2020, à partir du moment où les personnes qui sont nées en plus atteignent l'âge actif. Leur effet sur la population de retraités sort de l'horizon de projection : les personnes dont on simule les naissances en plus auraient 60 ans en 2065 au plus tôt.

L'hypothèse de fécondité à 2,1 enfants par femme a en variante un effet positif sur l'équilibre des régimes de retraites.

Cette hypothèse conduit, en effet, à une évolution de l'emploi supérieure à celle du scénario central à partir du début des années 2020, cette évolution étant liée à celle de la population en âge de travailler. L'écart entre les deux projections va en s'accroissant. Il serait de 0,3 point en fin de période de projection. L'augmentation de la productivité est identique à celle du scénario de base (+1,8% par an) et la plus forte évolution de l'emploi se traduirait directement par une croissance du PIB et de la masse salariale plus élevée.

¹ Source : INSEE Première n°1000, janvier 2005

En raison de cette évolution plus importante de l'emploi, les cotisations sociales en milliards d'euros sont supérieures à ce qu'elles seraient dans le scénario central. Cependant, elles représentent la même part de PIB que dans le scénario central puisque le PIB et la masse salariale sont modifiés dans la même proportion. Compte tenu de la quasi stabilité du taux de cotisation, cette part reste stable à 12,8% du PIB dans la projection avec fécondité à 2,1 enfant par femme, comme dans le scénario central.

Les effectifs de retraités et la pension moyenne et, en conséquence, la masse des pensions ne sont pas modifiés du fait du changement concernant la fécondité. Mais, le PIB étant plus élevé à partir de 2020, les pensions représentent une part du PIB moins importante, ce qui améliore le solde d'autant. Comme l'écart sur le PIB, l'écart sur le besoin de financement s'élargit : imperceptible en 2020, il devient significatif en 2050 (+0,7 point de PIB en 2040 et +1,2 en 2050). Le besoin de financement est estimé à -1,9 point de PIB avec l'hypothèse de fécondité de 2,1 enfants par femme contre -3,1 points dans le scénario central².

L'effet de cette variante de fécondité est plus important que ce qui avait été estimé en 2001 dans le premier rapport du COR. A cette date, il avait été estimé à +0,4 point de PIB en 2040 contre +0,7 dans la projection actuelle (en 2040). Cette différence d'effet des variantes provient d'une différence de méthode entre les deux exercices.

Dans l'exercice de 2001, la pension moyenne de la maquette de la DREES évoluait comme le salaire net diminué de 0,5 % par an. Le salaire net était calculé à partir du salaire brut duquel étaient retranchées des cotisations sociales visant à équilibrer le compte année après année. La pension moyenne dépendait donc des mesures de financement, et cela dans toutes les variantes effectuées. En conséquence, la pension moyenne associée à chaque variante était différente. Elle évoluait plus rapidement dans les projections fondées sur des hypothèses plus favorables à l'équilibre des régimes. C'était le cas, en particulier, pour la variante de fécondité à 2,1 enfants par femme. Comme les effectifs de retraités ne sont pas touchés par cette variante, la masse des pensions évoluait aussi plus rapidement que dans le scénario de base.

Dans l'exercice de 2005, il a été estimé préférable de retenir un point de vue différent. Les besoins de financement sont évalués **avant toute mesure de redressement**. On sait que des mesures de redressement seront prises mais, à ce stade de l'exercice, les projections visent à fournir une estimation des besoins de financement en amont des décisions de financement à prendre.

La pension moyenne est la même dans toutes les variantes : c'est celle du scénario de base, issue des projection des régimes. Les dépenses de retraites sont donc les mêmes dans le scénario de base et dans la variante de fécondité la plus haute.

L'écart des effets des variantes entre les deux exercices, 2001 et 2005, provient du fait que :

- dans le premier exercice, la plus forte croissance due à la fécondité plus élevée est en partie distribuée aux retraités,
- alors que dans le second exercice, la plus forte croissance n'a pas d'impact favorable sur les pensions. Elle joue sur le compte sans contreponds.

L'enseignement qui peut être tiré de cette comparaison est qu'une hypothèse plus favorable de fécondité a un impact important à l'horizon 2050, avant toute mesure de rééquilibrage des

² Avec l'hypothèse de fécondité de 1,5 enfant par femme, le besoin de financement en 2050 serait estimé à -4,8 points de PIB, soit un écart par rapport au scénario central de -1,7 point de PIB.

comptes mais que son impact, qui reste significatif, est nécessairement plus faible après rééquilibrage dans le cas d'une répartition des gains dus à la croissance supplémentaire entre actifs et retraités.

Si les hypothèses de fécondité ont une incidence significative, avec ou sans redistribution des gains entre actifs ou retraités, on se souviendra que ce ne sont pas des variables de commandement. On peut sans doute favoriser la natalité par une série de mesures créant un environnement favorable, on ne la décrète pas.

Variante démographique : natalité

<i>En points de PIB</i>	2003	2020	2050
Indice de fécondité à 2,1 enfants par femme			
Part des cotisations dans le PIB	12,8	12,8	12,8
Part des retraites dans le PIB	12,8	13,6	14,7
Besoin de financement	0,0	-0,8	-1,9
Ecart du besoin de financement par rapport au sc. central (un signe + signale une amélioration du besoin de financement)	0,0	0,0	+1,2

2/ Variantes de mortalité

Deux hypothèses alternatives de mortalité ont été retenues : il s'agit des variantes figurant dans les projections démographiques de l'INSEE. Ces hypothèses se situent de part et d'autre du scénario de base. Dans celui-ci, en 2050, les femmes auraient une espérance de vie à la naissance de 91 ans et les hommes de 84,3 ans, les hommes et les femmes gagnant 8 ans d'espérance de vie entre 2003 et 2050. Selon l'hypothèse de mortalité la plus basse, l'espérance de vie à la naissance des hommes serait de 86 ans en 2050, en augmentation de 10 ans depuis 2003 ; celle des femmes s'accroîtrait de 11 ans et atteindrait 84 ans en 2050. Selon la mortalité la plus haute, l'espérance de vie des hommes augmenterait de 6,7 ans seulement (82,6 ans en 2050) et celle des femmes de 4,8 ans (87,7 ans). Cette hypothèse est très proche de celle qui a été retenue au niveau européen pour la France.

Les hypothèses de mortalité sont modifiées, par rapport au scénario de base, progressivement et surtout pour les âges élevés. En conséquence, les effets de ces variantes sur la projection ne se font sentir que sur les effectifs de retraités et uniquement à partir de 2020. La population active n'est pas modifiée car les modifications de mortalité ne concernent pas les âges actifs.

- Scénario avec mortalité la plus basse

Dans l'hypothèse d'un allongement de l'espérance de vie aux âges élevés, le nombre de retraités est plus important relativement au nombre des actifs. En 2020, il y aurait 63 retraités pour 100 actifs contre 62 dans le scénario de base. En 2050, l'écart s'amplifierait : 92 retraités pour le scénario le plus favorable et 87 dans le scénario de base.

L'effectif plus élevé de retraités conduirait à une masse des pensions versées plus importante en valeur absolue et en part de PIB. En 2020, les pensions représenteraient 13,9% du PIB, soit 0,3 point de plus que dans le scénario de base ; en 2050, elles correspondraient à 17% du PIB,

soit environ un point de PIB de plus que dans le scénario de base. Le besoin de financement en serait dégradé d'autant, puisque les cotisations ne sont pas touchées par cette variante.

- Scénario avec mortalité la plus haute

A l'inverse, si la mortalité était plus élevée que dans le scénario de base, le nombre de retraités serait moins important relativement au nombre des actifs. Faible en 2020, l'écart serait sensible en 2050. A cette date, il y aurait 82 retraités pour 100 actifs (87 dans le scénario de base). La part des pensions dans le PIB serait diminuée de 0,1 point en 2020 par rapport au scénario de base (13,5% contre 13,6%) et de 0,8 point en 2050 (15,1% contre 15,9%). Ces écarts se reportent sur le besoin de financement qui sont réduits d'autant.

Variante démographique : mortalité

<i>En points de PIB</i>	2003	2020	2050
Mortalité basse			
Part des cotisations dans le PIB	12,8	12,8	12,8
Part des retraites dans le PIB	12,8	13,9	17,0
Besoin de financement	0,0	-1,0	-4,1
Ecart du besoin de financement par rapport au sc. central (un signe - signale une détérioration du besoin de financement)	0,0	-0,2	-1,0
Mortalité haute			
Part des cotisations dans le PIB	12,8	12,8	12,8
Part des retraites dans le PIB	12,8	13,5	15,1
Besoin de financement	0,0	-0,7	-2,3
Ecart du besoin de financement par rapport au sc. central (un signe + signale une amélioration du besoin de financement)		+0,1	+0,8

Ces variantes relatives aux hypothèses de mortalité ont un faible impact sur les dépenses à l'horizon 2020 (plus ou moins 0,1 à 0,2 point de PIB autour du scénario de base) mais un impact plus important en 2050 (près d'un point de PIB de part et d'autre de l'estimation du scénario de base).

Dans le rapport de 2001, seule la variante de mortalité haute avait été étudiée. A cette date, l'effet d'une mortalité plus importante avait été estimé à -0,3 point de PIB sur les dépenses à l'horizon 2040 (-0,5 point dans l'estimation actuelle). La différence de méthode entre les deux exercices, exposée pour la variante de fécondité, joue aussi pour la variante de mortalité. Dans l'exercice de 2001, la mortalité plus élevée permettait un moindre rééquilibrage par les cotisations, ce qui conduisait à une hausse du salaire net plus importante dans la variante avec la mortalité plus élevée que dans le scénario de base. De ce fait, la pension moyenne nette croissait plus rapidement dans la variante. Ce bouclage réduisait donc l'économie résultant d'une mortalité plus importante.

Dans l'exercice actuel, les résultats sont présentés avant rééquilibrage par des cotisations et l'effet mis en évidence n'est pas contrebalancé. Il est donc plus important.

3/ Variantes d'immigration

A la demande du Conseil, deux variantes de soldes migratoires plus élevés que dans le scénario de base ont été étudiées par la DREES. Dans le scénario de base, il est supposé un solde migratoire net de 50 000 personnes par an. La première variante correspond à un solde net de 100 000 personnes par an et la seconde à 150 000 personnes³. Dans tous les cas, le solde migratoire est réparti également entre les hommes et les femmes et la structure par âge est celle qui a été observée entre 1990 et 1999.

Ces variantes ont un effet sur la population active et donc sur les effectifs de cotisants et progressivement sur les effectifs de retraités, au fur et à mesure que les immigrés vieillissent. Les effets de ces variantes se font sentir à partir de 2015.

- Scénario avec solde migratoire de 100 000 personnes par an

Le ratio de l'effectif des retraités sur celui des actifs augmente un peu moins rapidement que dans le scénario de base. En 2020, il y aurait 61 retraités pour 100 actifs dans cette variante contre 62 dans le scénario de base. L'écart s'élargirait quelque peu en 2050 (85 retraités pour 100 actifs contre 87 retraités dans le scénario de base).

Malgré l'évolution plus favorable de l'effectif de cotisants, la part des cotisations dans le PIB ne serait pas modifiée car, comme dans toutes les variantes où l'emploi est concerné, les cotisations sont revues en hausse dans la même proportion que le PIB.

La masse des pensions rapportée au PIB serait un peu moins élevée que dans le scénario de base en 2020 (13,4% contre 13,6%, soit -0,2 point) et en 2050 (15,6% contre 15,9%, soit -0,3 point de PIB). L'impact sur les besoins de financement est le même.

- Scénario avec solde migratoire de 150 000 personnes par an

L'écart du ratio de l'effectif de retraités sur celui des cotisants est naturellement plus marqué que dans la variante précédente. Il y aurait 60 retraités pour 100 actifs en 2020 et 83 en 2050.

La part des pensions dans le PIB serait plus faible que dans le scénario de base, de 0,4 point en 2020 et de 0,7 point en 2050. L'effet de cette variante est deux fois plus important que celui de la variante précédente. Les besoins de financement sont modifiés de la même façon.

³ La variante avec solde migratoire à 100 000 personnes correspond à une variante des projections de l'INSEE. Ce n'est pas le cas pour la seconde variante (150 000 personnes). Elle a été construite par le secrétariat général du COR en additionnant les effets sur la population résidente du solde migratoire de 100 000 personnes à l'effet du solde migratoire de 50 000 personnes (différence entre le scénario avec solde migratoire à 100 000 personnes et le scénario avec solde migratoire à 50 000 personnes).

Variante démographique : immigration

<i>En points de PIB</i>	2003	2020	2050
Solde migratoire à 100 000 personnes par an			
Part des cotisations dans le PIB	12,8	12,8	12,8
Part des retraites dans le PIB	12,8	13,4	15,6
Besoin de financement	0,0	-0,6	-2,8
Ecart du besoin de financement par rapport au sc. central (un signe + signale une amélioration du besoin de financement)	0,0	+0,2	+0,3
Solde migratoire à 150 000 personnes par an			
Part des cotisations dans le PIB	12,8	12,8	12,8
Part des retraites dans le PIB	12,8	13,2	15,3
Besoin de financement	0,0	-0,4	-2,4
Ecart du besoin de financement par rapport au sc. central (un signe + signale une amélioration du besoin de financement)	0,0	+0,4	+0,7

En 2001, il n'avait été examiné que la variante dans laquelle le solde migratoire atteint 100 000 personnes par an. Son effet en 2040 était un peu inférieur à l'estimation de l'exercice actuel (baisse de la part des pensions et du besoin de financement de 0,2 point contre 0,3 point actuellement). Comme pour les variantes de fécondité et de mortalité, la plus forte croissance générée par l'arrivée d'un nombre plus important de migrants est en partie distribuée aux retraités.

En 2050, les variantes de fécondité et de mortalité auraient des impacts d'ampleur similaire, aux alentours d'un point de PIB. En revanche, les variantes de solde migratoire qui ont été examinées ont un impact inférieur. Il faudrait un solde migratoire plus élevé (de l'ordre de 200 000 personnes par an) pour que l'effet sur le besoin de financement soit du même ordre de grandeur que les variantes de mortalité et de fécondité. Une telle évolution marquerait une rupture sensible par rapport aux années précédentes. Ses conséquences iraient bien au delà de la seule problématique des retraites puisque se poserait le problème de l'intégration de ces personnes, notamment sur le marché du travail.

Le profil des effets des variantes démographiques n'est pas le même. La variante de solde migratoire a les effets les plus rapides puisque la majorité des personnes arrivant en France s'insèrent dans la population active. La variante de fécondité a les effets les plus retardés du fait du délai séparant la naissance de l'âge actif.